

**Conseil économique et social**

Distr. générale
27 janvier 2010
Français
Original : anglais

**Instance permanente
sur les questions autochtones****Neuvième session**

New York, 19-30 avril 2010

Point 7 de l'ordre du jour provisoire*

**Travaux futurs, questions relatives au Conseil
économique et social et questions nouvelles**

**Étude sur les peuples autochtones
et les entreprises industrielles****Note du secrétariat***Résumé*

À sa septième session, l'Instance permanente sur les questions autochtones a nommé trois de ses membres comme Rapporteurs spéciaux chargés de réaliser une étude sur les peuples autochtones et les entreprises industrielles, c'est-à-dire d'examiner les mécanismes et les politiques existants ainsi que les bonnes pratiques. À sa huitième session, l'Instance a prorogé le mandat des Rapporteurs spéciaux et leur a demandé de lui présenter un rapport à sa neuvième session, en 2010. On trouvera ci-joint la note établie par les Rapporteurs spéciaux pour donner suite à cette demande.

*E/C.19/2010/1.



1. En dépit d'avancées sensibles concernant la promotion et la protection de leurs droits fondamentaux ces dernières années, les peuples autochtones du monde entier continuent de voir leurs droits de l'homme et libertés fondamentales périodiquement violés, notamment du fait des activités du secteur des industries extractives (minerais, pétrole et gaz) qui ont un impact disproportionné sur les peuples autochtones. Les entreprises du secteur sont aujourd'hui fréquemment coupables de violations des droits des peuples autochtones sur leurs terres, leurs territoires et leurs ressources, de leurs droits civils et politiques et de leur droit au développement. Ces violations se produisent dans toutes les régions du monde et sont, le plus souvent, permises et tolérées par les États.

2. Lors de leurs interventions devant l'Instance permanente, les peuples autochtones ont systématiquement insisté sur le fait qu'il était essentiel d'examiner la question des rapports entre droits de l'homme et industries extractives. C'est pourquoi, lors de sa septième session, l'Instance a nommé trois de ses membres - Elisa Canqui Mollo, Carlos Mamani Condori et Pavel Sulyandziga – Rapporteurs spéciaux chargés de réaliser une étude sur les peuples autochtones et les entreprises industrielles, et plus particulièrement d'examiner les mécanismes et les politiques existants ainsi que les bonnes pratiques. À sa huitième session, l'Instance a prorogé le mandat des Rapporteurs spéciaux et leur a demandé de lui faire rapport à sa neuvième session, en 2010.

3. Les trois Rapporteurs spéciaux se sont mis d'accord sur le plan général de l'étude. Ainsi, à la huitième session, M^{me} Canqui Mollo a présenté un document de séance consacré à l'impact des sociétés industrielles sur les vies et les territoires des peuples autochtones¹ et M. Mamani Condori un document consacré aux droits coloniaux et aux rapports entre peuples autochtones et sociétés industrielles². À la neuvième session, M. Sulyandziga a pour sa part présenté une étude consacrée aux problèmes, possibilités existantes et perspectives liés à la question des peuples autochtones et des sociétés industrielles³.

4. À sa septième session, l'Instance permanente a non seulement nommé les trois Rapporteurs spéciaux, mais elle a également adopté une recommandation tendant à l'organisation d'un atelier d'experts consacré aux industries extractives. Le rapport sur les travaux de cet atelier⁴, organisé à Manille du 27 au 29 mars 2009 par la Fondation Tebtebba en coopération avec le secrétariat de l'Instance permanente, a été soumis à l'Instance lors de sa huitième session.

5. L'Instance permanente a également organisé à Salekhard (Fédération de Russie) les 2 et 3 juillet 2007, en coopération avec les autorités du district autonome de Yamal-Nenets et l'Association russe pour les peuples autochtones du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient et avec l'appui de la Chambre publique de la Fédération de Russie, un atelier international sur les relations entre les peuples autochtones et les entreprises industrielles (voir E/C.19/2008/5/Add.6).

6. Compte tenu de la complexité et de l'ampleur de l'étude, les Rapporteurs spéciaux ont convenu de soumettre à l'Instance leurs contributions individuelles

¹ E/C.19/2009/CRP.11 (espagnol seulement), disponible à l'adresse suivante : www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents.

² E/C.19/2009/CRP.14 (espagnol seulement), *ibid.*

³ E/C.19/2010/CRP.1 (russe seulement), *ibid.*

⁴ E/C.19/2009/CRP.8, *ibid.*

accompagnées d'un projet de plan (voir annexe I). Ils ont par ailleurs présenté une bibliographie des principaux documents de l'ONU consacrés au secteur privé et aux droits des peuples autochtones (voir annexe II). Ils recommandent que l'Instance permanente envisage de nommer, à sa dixième session, en 2011, un rapporteur spécial chargé de donner suite à l'étude.

Annexe I

Plan de l'étude sur les peuples autochtones et les sociétés industrielles

I. Introduction

- A. Rapports des peuples autochtones avec la terre (eau, environnement, forêts, montagnes);
- B. Description générale des rapports entre sociétés industrielles, États et peuples autochtones. Impacts généraux des activités des sociétés industrielles sur les peuples autochtones.

II. Activités du secteur privé sur les terres et dans les territoires autochtones; descriptions/exemples des conflits dans chacun des domaines suivants :

- A. Industries extractives (minerais, pétrole, bois, etc.);
- B. Agriculture/production d'éthanol;
- C. Industrie pharmaceutique et cosmétique;
- D. Hydroélectricité et autres grands projets.

III. Le droit international et les politiques des institutions internationales

- A. Le droit international, y compris la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, le devoir de consultation et le consentement préalable et éclairé :

Décisions pertinentes des organes chargés de l'application des conventions des Nations Unies, de la Cour interaméricaine des droits de l'homme, de la Commission interaméricaine des droits de l'homme et d'autres organismes internationaux. Travaux pertinents du Rapporteur spécial, y compris son rapport sur les grands projets et sur sa visite au Panama;

- B. Institutions internationales :

Politiques des institutions financières internationales (Banque mondiale, Banque interaméricaine de développement, Banque asiatique de développement, etc.).

IV. Droit interne – exemples de législations donnant effet aux dispositions du droit international

V. Approches, organisation et stratégies des peuples autochtones

En dépit des faits nouveaux survenus en matière de droit international, les États et les sociétés industrielles n'ont guère modifié leurs conditions d'opération dans les territoires autochtones. Comment les peuples autochtones s'organisent-ils face à cette situation, et quelle stratégie utilisent-ils?

VI. Pratiques prometteuses (Analyses de cas fournissant des orientations pour la prise de décisions, la planification et l'exécution de programmes et de projets. L'objet de cette section sera de présenter et d'encourager l'adoption de solutions créatives, ayant donné des résultats satisfaisants et durables concernant les rapports entre peuples autochtones et sociétés industrielles.)

- A. Dans l'idéal, deux études de cas par région;
- B. Pour figurer dans le rapport, le cas considéré devrait avoir fait l'objet de consultations, présenter des pratiques concernant l'environnement et les indemnités sur le plan social; et avoir eu des résultats positifs pour les peuples autochtones.

VII. Conclusions et recommandations

Annexe II

Documents de l'Organisation des Nations Unies consacrés au secteur privé et aux droits des peuples autochtones

1. Instances permanentes sur les questions autochtones

Principaux rapports*

- « Les peuples autochtones et les sociétés industrielles : problèmes, possibilités et perspectives » (E/C.19/2010/CRP.1), en russe
- « El Impacto de las Corporaciones en la vida y los Territorios de los Pueblos » (E/C.19/2009/CRP.11), en espagnol
- « Pueblos Indígenas y Empresas. Derechos y Relaciones Coloniales » (E/C.19/2009/CRP.14), en espagnol
- Report of the international expert group meeting on extractive industries, indigenous peoples' rights and corporate social responsibility (E/C.19/2009/CRP.8), en anglais
- Information communiquée par les gouvernements : Fédération de Russie : rapport sur les travaux de l'atelier international sur les relations entre les peuples autochtones et les entreprises industrielles, organisé à Salekhard, district autonome de Yamal-Nenets (E/C.19/2008/5/Add.6).

2. Haut-Commissariat aux droits de l'homme

a) Principaux rapports

- Atelier international sur les sociétés d'exploitation des ressources naturelles, les peuples autochtones et les droits de l'homme : définition d'un cadre de consultation, de partage des bénéfices et de règlement des différends (A/HRC/EMRIP/2009/5), en anglais;
- Résultats de la deuxième consultation sectorielle annuelle de chefs d'entreprise et d'experts (A/HRC/4/99), en anglais;
- Rapport sur la consultation sectorielle sur le thème « Les droits de l'homme et les industries extractives » (E/CN.4/2006/92);
- Rapport sur la responsabilité en matière de droits de l'homme des sociétés transnationales et autres entreprises (E/CN.4/2005/91);
- Souveraineté permanente des peuples autochtones sur les ressources naturelles : rapport final de la Rapporteuse spéciale, Erica-Irene A. Daes (E/CN.4/Sub.2/2004/30);

* Voir www.un.org/esa/socdev/unpfii pour les textes des documents cités.

- Rapport de l'atelier sur les peuples autochtones, les sociétés privées travaillant dans les secteurs des ressources naturelles, de l'énergie et de l'extraction minière, et les droits de l'homme (E/CN.4/Sub.2/AC.4/2002/3).

b) Principales recommandations des organes conventionnels

- Recommandation générale XXIII (51) concernant les droits des populations autochtones du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD/C/51/Misc.13/Rev.4), du 18 août 1997. Disponible à l'adresse suivante : www2.ohchr.org/french/issues/indigenous/docs/wgdd2005/crp4.doc

c) Autres publications

- *Embedding Human Rights in Business Practice – A joint publication of the United Nations Global Compact Office and the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights* (2004). Analyse les principes relatifs aux droits de l'homme du point de vue de l'ONU, des entreprises, du monde universitaire et de la société civile en mettant principalement l'accent sur ce que signifient ces principes pour les entreprises. Elle présente quatre études de cas détaillées et un rapport sur les pratiques d'entreprises de différents secteurs. Disponible en anglais à l'adresse suivante : www2.ohchr.org/english/issues/globalization/business/list.htm.
- *The Global Compact and Human Rights: Understanding Sphere of Influence and Complicity – an OHCHR Briefing Paper* (2004). Décrit de manière générale ce que l'on entend actuellement par « sphère d'influence » et « complicité » dans le contexte des principes relatifs aux droits de l'homme contenus dans le Pacte mondial. Disponible en anglais à l'adresse suivante : www2.ohchr.org/english/issues/globalization/business/list.htm.

2.1 Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones

Principaux rapports

- *Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones au Conseil des droits de l'homme* (A/HRC/12/34). Comprend une section consacrée au devoir de consultation et à la responsabilité des sociétés privées.
- *Observations sur la situation de la communauté Charco la Pava et d'autres communautés touchées par le projet hydroélectrique Chan 75 (Panama)* (A/HRC/12/34/Add.5).
- *Rapport du Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones* (E/CN.4/2003/90). Ce rapport est consacré à l'impact de grands projets de développement sur les droits de l'homme des peuples et des communautés autochtones.

2.2 Représentant spécial du Secrétaire général pour la question des incidences des activités des entreprises sur les droits de l'homme

Principaux rapports

- Bibliographie de tous les documents préparés par le Représentant spécial du Secrétaire général ou soumis au Représentant spécial du Secrétaire général pour la question des activités entreprises sur les droits de l'homme à la date du 23 novembre 2009 (avec liens), disponible à l'adresse suivante : www.reports-and-materials.org/Ruggie-docs-list.pdf.
- *Rapport du Représentant spécial du Secrétaire général chargé de la question des droits de l'homme et des sociétés transnationales et autres entreprises au Conseil des droits de l'homme* (A/HRC/11/13).

3. Pacte mondial

Principaux rapports

- *Embedding Human Rights in Business Practice II: A joint publication of the United Nations Global Compact and the Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights*. Ce rapport contient une étude de cas au sujet des relations entre une banque australienne et un peuple autochtone. Disponible en anglais à l'adresse suivante : www.unglobalcompact.org/newsandevents/news_archives/2008_03_27.html.

4. Organismes des Nations Unies

Programme des Nations Unies pour le développement

- *Les entreprises face au défi de la pauvreté : des stratégies gagnantes* (juillet 2008), disponible en anglais, français et espagnol à l'adresse suivante : www.undp.org/gimlaunch/download.shtml.
- *Making the Law Work for everyone: Volume I* (juin 2008). Rapport de la Commission pour la démarginalisation des pauvres par le droit, disponible à l'adresse suivante : www.undp.org/legalempowerment/reports/concept2action.html.
- *Niger Delta Human Development Report* (juillet 2006), disponible en anglais à l'adresse suivante : <http://hdr.undp.org/en/reports/nationalreports/africa>.
- *Beyond the Silencing of the Guns* (2004), préparé par la Fondation Tebtebba avec le soutien du PNUD. Disponible en anglais à l'adresse suivante : www.tebtebba.org.

Organisation internationale du Travail

a) *Guidelines for Combating Child Labour among Indigenous and Tribal Peoples*. Disponible en anglais à l'adresse www.ilo.org/indegenous/Resources/Guidelinesandmanuals/lang--eng/docName--WCMS_091360/index.htm;

b) *Éliminer les discriminations visant les peuples indigènes et tribaux dans l'emploi et la profession* – Guide relatif à la Convention n° 111 de l'OIT. Disponible

à l'adresse suivante : www.ilo.org/indegenous/Resources/Guidelinesandmanuals/lang--fr/index.htm.

Fonds international de développement agricole

- *Indigenous Women in Sustainable Development* (2004), disponible en anglais à l'adresse suivante : www.ifad.org/english/indigenous/index.htm.

Centre des Nations Unies pour les sociétés transnationales

- Au début des années 90, (l'ancien) Centre sur les sociétés transnationales a publié la série ci-après de rapports du Groupe de travail sur les populations autochtones : E/CN.4/Sub.2/AC.4/1990/6 (méthodologie proposée et projet de questionnaire pour distribution aux populations autochtones); E/CN.4/Sub.2/1991/49 (rapport préliminaire), E/CN.4/Sub.2/1992/54 (rapport sur les Amériques), et E/CN.4/Sub.2/1994/40 (rapport sur l'Asie et l'Afrique).

Organisation mondiale de la Santé

Les instruments indiqués ci-dessous ne portent pas spécifiquement sur les peuples autochtones. Ils sont toutefois mentionnés parce qu'ils sont des exemples d'une institution spécialisée des Nations Unies cherchant à traiter la question du comportement et des actions des sociétés industrielles :

- a) Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac (2003), disponible dans toutes les langues officielles de l'ONU à l'adresse : www.who.int/fctc/en;
- b) Code international de commercialisation des substituts du lait maternel, Assemblée mondiale de la santé, résolution WHA 3422 (1981), disponible dans toutes les langues officielles de l'ONU à l'adresse : www.who.int/child_adolescent_health/documents/9241594292/en/index.html.

Programme des Nations Unies pour l'environnement

Industry Report Cards on Environment and Social Responsibility (2006), disponible en anglais à l'adresse suivante : <http://www.unep.fr/scp/publications/details.asp?id=DTI/0827/PA>.

5. Groupe de la Banque mondiale

Banque mondiale

- a) Révision de la politique coopérative concernant les peuples autochtones et révision des procédures de la Banque concernant les peuples autochtones (2005), disponibles tous deux à l'adresse suivante : <http://web.worldbank.org>;
- b) « Striking a Better Balance – The World Bank Group and Extractive Industries: The final Report of the Extractive Industries Review », disponible en anglais, espagnol et russe à l'adresse suivante: <http://web.worldbank.org>;
- c) « Implementation of Operational Directive 4.20 on Indigenous Peoples: An Evaluation of Results » Département de l'évaluation des opérations, rapport n° 25754 (2003), disponible à l'adresse suivante: <http://web.worldbank.org>.

Société financière internationale

a) Normes de performance 7 : Peuples autochtones (2006), disponible dans les six langues officielles de l'ONU à l'adresse : www.ifc.org/ifcext/sustainability.nsf/Content/PerformanceStandards;

b) ILO Convention n° 169 and the private sector: questions and answers for IFC clients (2001), disponible à l'adresse www-wds.worldbank.org.

6. Études universitaires, rapports d'organisations non gouvernementales, articles et outils

- ISO 26 000 : l'Organisation internationale de normalisation (ISO) a décidé de lancer une procédure d'élaboration d'une norme internationale en matière de responsabilité sociale. Cette norme, d'application volontaire, sera publiée en 2010 en tant que norme ISO 26 000. Pour plus d'informations voir <http://isotc.iso.org/>
- Forest Peoples Programme and Tebtebba Foundation, « Indigenous Peoples's Rights, Extractive Industries and Transnational and Other Business Enterprises » (2006), disponible à l'adresse suivante : www.business-humanrights.org/Links/Repository/970228
- Tebtebba Foundation and Forest Peoples Programme, *Extracting Promises: Indigenous Peoples, Extractive Industries and the World Bank* (2003). D'autres publications sont disponibles à l'adresse suivante : www.forestpeoples.org/templates/publications_and_reports.shtml#private_sector
- Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels, *Collective Report on Business and Human Rights* (2008), disponible à l'adresse suivante : www.escr-net.org/actions_more/actions_more_show.htm?doc_id=693486
- Réseau international pour les droits économiques, sociaux et culturels, « Human Rights and Extractive Sector Case Studies-2005 » (résumé de cas présentant un lien entre industrie extractive et droits de l'homme, communiqué au Représentant spécial du Secrétaire général pour la question des incidences des activités des entreprises sur les droits de l'homme à l'occasion de la réunion d'experts tenue à Genève les 10 et 11 novembre 2005). Disponible à l'adresse suivante : www.escr-net.org/actions_more/actions_more_show.htm?doc_id=431017&parent_id=431015
- Human Rights Watch, *On the Margins of Profit: Rights at Risk in the Global Economy* (2008), disponible à l'adresse suivante: www.hrw.org/doc/?t=corporations_pub
- *Oil and Gas Projects in the Western Amazon: Threats to Wilderness, Biodiversity, and Indigenous Peoples*, août 2008, disponible à l'adresse suivante: www.amazonwatch.org/newsroom/view_news.php?id=1632
- James Anaya, « Indigenous Peoples' Participatory Rights in Relation to Decisions about Natural Resource Extraction: The More Fundamental Issue of What Rights Indigenous Peoples Have in Lands and Resources », *Arizona Journal of International and Comparative Law*, vol. 22, n° 1 (2005),

disponible à l'adresse suivante : www.law.arizona.edu/journals/ajicl/AJICL2005/vol221/Anaya%20Formatted%20Galleyproofed.pdf

- Rights & Democracy (International Centre for Human Rights and Democratic Development), *Human rights impact assessments for foreign investment projects: learning from community experiences in the Philippines, Tibet, the Democratic Republic of the Congo, Argentina and Peru* (2007), disponible en anglais et en espagnol à l'adresse suivante : www.dd-rd.ca/site/publications/index.php?lang=en
- International Alert, *Conflict-sensitive Business Practice: Guidance for Extractive Industries* (2005) disponible à l'adresse suivante : www.iisd.org/security/business/conflict.asp
- International Council on Human Rights Policy, *Beyond voluntarism: human rights and the developing international legal obligations of companies* (2002), disponible à l'adresse suivante : www.ichrp.org/
- Fondation canadienne pour les Amériques, *Indigenous Governance Indicators for Corporate Social Responsibility: Final Report* (2008), disponible à l'adresse suivante : focal.ca/pdf/Indigenous%20Governance%20CSR%20May%202008.pdf
- World Conservation Union-International Council on Mining and Metals, *Report of the Roundtable on Mining and Indigenous Peoples Issues* (2005), disponible à l'adresse suivante : cmsdata.iucn.org/downloads/roundtable_20report_20eng_20final_20feb_2006.pdf
- « Small indigenous minorities of the North: lessons in self-organization and social partnership », Akcenova, O. V., Ph.D. (Sociol.), 2004, 115 pages, www.csipn.ru
- « Taking the interests of small indigenous minorities into account in decision-making regarding exploitation of minerals », Kryukov, V. A., Ph.D. (Econ.), Tokarev, A. N., Ph.D. (Econ.), 2005, 172 pages, www.csipn.ru
- « Rights of indigenous peoples of the North to land and natural resources, effective utilization and joint management », Maksimov, A. A., Ph.D. (Econ.), 2005, 84 pages, www.csipn.ru
- « Indigenous peoples of the North and industrial development. Socio-economic agreements with extraction companies: from conflict to partnership, from philanthropy to development programmes », Sulyandziga, R. V., Ph.D. (Econ.)
- Maksimov, A. A., Ph.D. (Econ.), Krupko, L. O., Borsuk, E. I., 2008, 342 pages, www.csipn.ru
- « Locations of potential conflicts between industrial companies and small indigenous minorities of the North, Siberia and the Russian Far East », Krasnopeev, S. M., Ph.D. (Med.), www.csipn.ru
- International Seminar on Natural Resource Companies, Indigenous Peoples and Human Rights, OHCHR (Geneva, Moscou), Russian Association of Indigenous Peoples of the North (RAIPON), csipn.ru

- Round table on problems of the Evenk hydroelectric station, Final Document, Assistance Centre for Small Indigenous Minority Peoples of the North, Russian Association of Indigenous Peoples of the North, Chambre publique de la Fédération de Russie, www.csipn.ru
- Publications
 - « Ethnological report: Russian legislation, international standards and the opportunities of small indigenous minorities of the North, Siberia and the Far East », Moscou, 2006
 - « Status of small indigenous minorities of Russia. Legislative instruments », Moscou, 2007
 - « Determination of the extent of losses by users of land and other natural resources in locations of the traditional residence and traditional economic activity of small indigenous minorities of the North, Siberia and the Far East of the Russian Federation. Methodological recommendations », Moscou, 2007
 - « Significance of traditional knowledge for sustainable development of indigenous peoples, handbook on the compilation, documentation and utilization of traditional knowledge for organizing indigenous peoples », Moscou, 2007
 - « Participation of small indigenous minorities of Russia in natural resources management: legislative basis and experience », Moscou, 2008
 - « Co-management organs in the Arctic: the examples of Canada, Alaska and the Scandinavian countries », Moscou, 2008
 - « The public ethnoecological council as a model for ecological co-management in regions inhabited by small indigenous minorities of the North, Siberia and the Far East of Russia », Moscou, 2008
 - « Formation of territories for traditional natural resource utilization: a practical handbook on legal issues », Moscou, 2008
 - « Assessment of the quality of lands which the traditional habitat of small indigenous minorities of the North, Siberia and the Far East of the Russian Federation », Moscou, 2008
- « Batani International Development Fund for Indigenous Peoples of the North, Siberia and the Far East of the Russian Federation: training programme on assessment of environmental impact and the prospects of indigenous peoples », Kautokeino, Norway, September-October 2006; Salekhard, Yamal-Nenets Autonomous Okrug; Second phase of the training programme, Kautokeino, Norway, January-February 2007
- 2007-2008, « Batani » Fund, « Ecological co-management of resource extracting companies, local authorities and small indigenous minorities of the North »
- 2009, Demonstration project on ecological co-management by resource extracting companies, local authorities and small indigenous minorities of the North, Moscou, 2009, www.batanifund.org

- *Bibliothèque des peuples autochtones. Publications du Centre de formation des peuples autochtones*
 - 1. Economic and management foundations of the activity of organizations. A handbook for small indigenous minority peoples of the North communities
 - 2. Rights of indigenous peoples of the North to land and natural resources. Effective utilization and joint management
 - 3. Small indigenous minorities of the North: lessons of self-organization and social partnership. Role of small indigenous minority peoples of the North in forming civil society
 - 15. Indigenous peoples and industrial activity. An analysis of agreements
- « The World of Indigenous Peoples — The Living Arctic »
 - N° 17, 2004, O. Murashko, « Programme for the development of East Siberian mineral deposits and indigenous peoples »
 - N° 18, 2005, Y. Yakel, E. Khmeleva, « The right of citizens of Sakhalin to a healthy environment turns out to depend on how the Sakhalin Energy Company reads the Constitution of the Russian Federation »
 - N° 19, 2006, P. Sulyandziga, « Will the peoples of the North survive the construction of trans-continental pipelines? »
 - N° 20, 2007, editorials « Yakutia demands compliance with the law in the implementation of the East Siberia-Pacific Ocean Pipeline System Project in its territory »; « Ukok Plateau: the indigenous peoples of Altai and the backers of the Altai gas pipeline need to find a common language »
 - N° 21, 2008, S. Kharyuchi, « Basic challenges facing indigenous peoples in today's Russia »: O. Timofeeva-Tereshkina, I. Kurilova, « The international conference on small indigenous minority peoples and industrial development: legal, economic and political problems and ways of solving them. The experience of Russia and the European Union », O. Murashko, « Lessons of the public ecological study in the protection of the rights of Sahelian's indigenous peoples »
 - N° 22, 2009, S. N. Kharyuchi, « The role of the State in harmonizing the industrial development of the North and the sustainable development of small indigenous minorities », N. Y. Dordina, O. Murashko, « Ethno-ecological co-management must become a reality in the North of Russia »

7. Autres ressources

a) Divers

Le Business and Human Rights Resource Centre affiche quotidiennement des informations au sujet des entreprises et des droits de l'homme. Son site Web fournit également des informations au sujet des entreprises et des peuples autochtones, y compris des cas précis. Un lien renvoie aux travaux du Représentant spécial du Secrétaire général pour la question des incidences des activités des entreprises sur les droits de l'homme (www.business-humanrights.org/);

b) Ressources naturelles et conflits

Le Conseil de sécurité a adopté plusieurs résolutions et demandé la préparation de plusieurs études sur la question des ressources naturelles et des conflits. Une liste des principaux documents sur cette question peut être trouvée à l'adresse : www.globalpolicy.org/security/natres/docsindex.htm.
